

ARTICLE | I.C.T. | Interview par: Nicolas Raulot | Publié aujourd'hui

INTERVIEW DE NORBERT BECKER (SKYPE)

«Je ne vois aucun risque de délocalisation»

Norbert Becker, administrateur de Skype depuis 2004, commente l'acquisition de la société luxembourgeoise par Microsoft. Une opération de 8,5 milliards de dollars qui devrait être bouclée d'ici six mois, sous réserve de l'accord des autorités réglementaires. Selon lui, le géant américain n'a pas l'intention de faire passer l'entreprise de téléphonie sur Internet à un modèle payant.



Norbert Becker est aussi président du conseil du cabinet fiscal Atoz et vice-président du conseil de Quilvest Wealth Management.

(Photo: David Laurent/Wide/archives)

Monsieur Becker, les noms de Cisco, Google et Facebook ont circulé comme repreneurs potentiels de Skype avant que Microsoft n'emporte la décision en mettant 8,5 milliards de dollars sur la table. Y a-t-il eu des discussions avec ces autres entreprises?

«Il y a eu beaucoup de discussions, avec beaucoup de sociétés. Je ne peux pas vous confirmer les noms.

Le processus de vente a été assez long. Le choix de l'acquéreur s'est-il opéré uniquement en fonction du prix?

«Le conseil d'administration et les actionnaires avaient décidé l'été dernier de préparer la société à une introduction en Bourse sur le Nasdaq à New York. Tous les documents avaient été mis à disposition des autorités boursières. Et puis, nous avons vu que le marché n'était pas tout à fait près. Nous avons retardé le processus avant de le reprendre en février de cette année. A partir de ce moment là, certaines sociétés ont affiché leur intérêt. Des discussions ont été engagées. Bien sûr, le prix est important dans

une négociation de vente. Mais il y a aussi la manière dont la société va être intégrée dans le groupe, la gouvernance, la stratégie à moyen et à long terme. Plusieurs éléments entrent en ligne de compte. Il faut bien dire néanmoins que le prix proposé par Microsoft est correct.

On a beaucoup dit que ce prix était trop élevé...

«Dès qu'il s'agit de prix, vous trouverez toujours des gens qui trouvent que ce n'est pas assez et d'autres qui trouvent que c'est trop. C'est le propre des évaluations de sociétés. Je pense que le seul à pouvoir déterminer si le prix est trop élevé, c'est l'acquéreur lui-même, Microsoft. L'important maintenant est de voir comment Skype va évoluer dans la stratégie du groupe.

Malgré tout, Skype ne réalise pas de bénéfices pour l'instant...

«C'est une société en plein développement, avec des investissements très lourds. Skype acquiert des nouvelles technologies en permanence. Ce qui compte pour l'instant, c'est qu'elle gagne des parts de marché.

Pour amortir son investissement, Microsoft a-t-elle l'intention de passer à un modèle payant?

«Non. La philosophie de Skype ne sera pas changée. Il est hors de question de faire payer maintenant ce qui a été gratuit. Sinon, on dénaturerait complètement l'image de Skype. Je ne vous dis cela qu'en tant qu'administrateur de Skype, mais je ne peux pas m'imaginer que Microsoft ait l'intention de rendre le modèle payant.

Pour quelles raisons Microsoft achète-t-elle Skype à votre avis?

«En tant qu'administrateur de Skype, je ne peux pas m'exprimer pour Microsoft. Microsoft a certainement un plan stratégique. Concernant Skype, faire partie d'un groupe aussi puissant est un avantage. Il y a aura de nombreuses synergies sur les différentes plates-formes sur lesquelles nous travaillons.

Combien Skype emploie-t-il de personnes au Luxembourg et dans le monde?

«Environ 1.000 dans le monde, dont environ 150 au Luxembourg.

Quelles sont les activités de Skype au Luxembourg?

«Luxembourg est d'abord le siège de la société, mais aussi de la direction financière, juridique et de plusieurs services comme les ressources humaines. Le conseil d'administration se réunit également à Luxembourg. Le quartier général de Skype est ici.

Existe-t-il un risque de délocalisation maintenant que Microsoft a acheté Skype?

«Pour l'instant, je ne vois aucun risque de délocalisation. Skype a toujours adoré être au Luxembourg. Quand Ebay a acheté Skype en 2004, le siège a été maintenu au Luxembourg malgré le fait que Ebay soit également une société établie aux Etats-Unis.

En quoi cette opération est-elle positive pour le Luxembourg?

«Il s'agit d'une des plus grandes transactions réalisées sur Internet. Or, elle concerne une société luxembourgeoise. Il faut bien se rendre compte que cette société, constituée en 2003 comme une start-up, est devenue une marque mondiale. Lorsque j'ai rejoint le conseil en 2004, il y avait quelques centaines d'utilisateurs sur le système. Aujourd'hui, 30 millions d'utilisateurs en moyenne sont connectés sur Skype en permanence. Le software de Skype a été téléchargé 600 millions de fois. L'entreprise

représente 15% des communications internationales mondiales. Et tout ça à partir d'une petite société luxembourgeoise. Le Luxembourg peut être fier d'avoir pu prêter son concours à un tel développement.

Quand et comment êtes-vous devenu administrateur de Skype?

«Je le suis devenu en 2004. A l'époque, j'étais président du fonds Mangrove Capital Partners, qui a été le premier investisseur dans Skype en 2003. Mangrove Capital Partners avait insisté pour que Skype s'installe à Luxembourg et devienne une société luxembourgeoise. Le fonds procède d'ailleurs toujours de cette façon lorsque cela a du sens.

Etes-vous le seul administrateur luxembourgeois?

«Non. Depuis le dernier round de restructuration d'actionariat, lorsque Ebay a vendu une partie de ses actions en 2008, j'avais proposé de nommer un autre administrateur luxembourgeois, en la personne de Jean-Louis Schiltz (l'avocat et ancien ministre, ndlr).»

Extrait du site www.paperjam.lu | © MM Publishing S.A.

Maison Moderne, 10 rue des Gaulois, Luxembourg-Bonnevoie, Grand-duché du Luxembourg | Tel: (+352) 29 66 18-45